

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 34.896/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 12 février 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du code des sociétés et modifiant l'arrêté royal du 18 août 1964 relatif à la mise en vigueur et à l'exécution des lois relatives au registre du commerce, coordonnées le 20 juillet 1964", a donné le 17 février 2003 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 34.896/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 12 februari 2003 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het wetboek van vennootschappen en tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 augustus 1964 betreffende het inwerkingstellen en de uitvoering van de op 20 juli 1964 gecoördineerde wetten op het handelsregister", heeft op 17 februari 2003 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

Le préambule s'exprime en ces termes :

"Vu l'urgence motivée par

- la considération que le système informatique établi en application de la loi du ... portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce et création des guichets d'entreprises agréés est destiné à être mis en oeuvre à la date du 1^{er} mars 2003;
- la nécessité d'une modernisation et d'une simplification sans retard des formalités liées à l'"immatriculation" des entreprises et à la publicité des données qui émanent de celles-ci afin de promouvoir la dynamique entrepreneuriale;
- la considération que, compte tenu de l'importance du présent arrêté royal, il est absolument indispensable qu'il soit promulgué sans délai non seulement pour garantir la sécurité juridique du système informatique mis en place mais également par nécessité purement économique en raison du considérable allègement des formalités administratives qui en résultera pour les entreprises;"

*

* *

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

*

* *

Sur ces trois points, le projet appelle les observations qui suivent.

.../...

Fondement juridique

1. Le projet d'arrêté examiné se fonde, en partie, sur la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions, ainsi que sur les articles 67 et 84 du Code des sociétés qui sont modifiés respectivement par les articles 64 et 66 de la loi, précitée.

La loi du 16 janvier 2003 n'est cependant pas encore en vigueur. En vertu de l'article 87 de celle-ci,

"Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi, à l'exception du présent article qui entre immédiatement en vigueur."

Interrogé sur l'entrée en vigueur de cette loi, le fonctionnaire délégué a déclaré ce qui suit :

"De Regering heeft een KB tot bepaling van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister en tot oprichting van erkende ondernemingsloketten voorbereid. Dit KB wordt op 14.02.03 aan de Ministerraad voorgelegd en zal nadien voor advies binnen de drie dagen aan de Raad van State worden voorgelegd. Dit KB zal in werking treden de dag van bekendmaking in het Belgisch Staatsblad en ten laatste op 1 maart 2003."

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que la fixation de l'entrée en vigueur de la loi du 16 janvier 2003 a une incidence sur l'adoption du projet d'arrêté examiné. Celui-ci ne pourra, en effet, être adopté au plus tôt qu'au moment où les dispositions de la loi précitée qui servent de fondement légal au projet d'arrêté seront en vigueur.

Par ailleurs, il importe que l'auteur du projet identifie clairement dans le préambule du projet d'arrêté toutes les dispositions autres que les articles 64 et 66 de la loi du 16 janvier 2003, précitée, qui seraient susceptibles de constituer le fondement légal de celui-ci.

2. En tout état de cause, certaines dispositions du projet sont prématurées.

2.1. L'article 9, § 1^{er}, en projet (article 4 du projet d'arrêté), envisage l'hypothèse où une personne morale n'est pas encore "immatriculée" (dans la version française du projet) ¹ dans la Banque-Carrefour des Entreprises et dépose pour la première fois un acte, un extrait d'acte, un procès-verbal ou un document destiné à être versé dans le dossier tenu au greffe du tribunal de commerce (visé à l'article 2 en projet). Dans ce cas, l'article 9, § 1^{er}, en projet :

- énumère les données qui doivent être mentionnées lors de l'"immatriculation";
- charge le notaire instrumentant ou, à défaut, le greffe du tribunal de commerce de procéder à la demande d'"immatriculation" de la personne morale dans le registre des personnes morales de la Banque-Carrefour des Entreprises.

Par ailleurs, l'article 9, § 3, en projet, charge ces derniers de procéder aux inscriptions modificatives des données enregistrées.

⁽¹⁾ La loi du 16 janvier 2003, précitée, utilise le terme "inscription" qu'il convient, dès lors, d'employer dans le projet examiné.

Envisagé sous ces différents aspects, l'article 9 en projet doit être confronté à l'article 7 de la loi du 16 janvier 2003. Cet article dispose ce qui suit :

"Après avis de la commission de coordination visée à l'article 26, le Roi désigne, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les autorités, administrations et services qui sont chargés, en ce qui concerne les catégories d'entreprises qu'il détermine et selon la répartition fonctionnelle qu'il fixe, de la collecte unique et de la tenue à jour des données visées à l'article 6." ².

Il résulte de cette disposition que le Roi doit, de manière globale et dans le respect des formalités préalables prévues, définir qui collecte et tient à jour quelles données et pour quelles catégories d'entreprises.

Or, il n'existe encore aucun projet d'arrêté royal en ce sens, la commission de coordination n'étant elle-même pas installée.

L'article 9 en projet est, dès lors, prématuré, en tant qu'il contient des règles qui anticipent sur ce qui doit être préalablement déterminé par l'arrêté royal visé à l'article 7 de la loi du 16 janvier 2003. Ces règles doivent donc être omises du projet d'arrêté.

Une observation analogue doit être formulée pour les articles 5 et 19 du projet d'arrêté.

2.2. L'article 9, § 2, en projet, oblige la personne morale à demander une inscription modificative dans le mois du changement advenu dans sa situation, lorsqu'une des mentions de "l'immatriculation" ne correspond plus à la situation qu'elle doit décrire.

(2) Les données visées à l'article 6 sont les données à mentionner lors de l'inscription d'une entreprise dans la Banque-Carrefour des Entreprises. L'on relève que les données énumérées par l'article 9, § 1^{er}, en projet, qui doivent être mentionnées lors de "l'immatriculation", ne recouvrent qu'une partie de celles visées à l'article 6 de la loi du 16 janvier 2003. Font ainsi défaut les données suivantes : "la situation juridique" de l'entreprise (article 6, § 1^{er}, 4^o), "les activités économiques exercées par l'entreprise" (article 6, § 1^{er}, 7^o) et "la mention des autorisations et licences dont dispose l'entreprise ou les qualités pour lesquelles cette dernière est connue auprès des différentes autorités, administrations et services (article 6, § 1^{er}, 9^o).

La question se pose de savoir si cette obligation et les modalités de son exercice ne préjugent pas de l'exécution de l'article 9 de la loi du 16 janvier 2003 qui habilite le Roi à fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités et la nature des inscriptions et des modifications, qui peuvent directement être communiquées sous forme électronique sécurisée par les entreprises à la Banque-Carrefour des Entreprises.

Volgens artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de aanhef van het ontworpen besluit als volgt :

"Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de omstandigheid dat;

- het informaticasysteem ontwikkeld in toepassing van de wet van ... tot oprichting van een Kruispuntbank van ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister en tot oprichting van erkende ondernemingsloketten voorzien is om op 1 maart 2003 in werking te treden;
- er noodzaak is van een onverwijld modernisering en vereenvoudiging van de formaliteiten verbonden aan de inschrijving van de ondernemingen en aan de bekendmaking van gegevens die van deze uitgaan, teneinde de ondernemingsdynamiek te ondersteunen;
- rekening houdend met het belang van dit koninklijk besluit, het absoluut noodzakelijk is om onverwijld onderhavig koninklijk besluit uit te vaardigen, niet alleen teneinde de rechtszekerheid van het ontwikkelde informaticasysteem te waarborgen maar eveneens uit loutere economische noodzaak gezien de aanzienlijk verlichting van de administratieve formaliteiten die eruit zal voortvloeien voor de ondernemingen;"

*

* *

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State beperkt de afdeling Wetgeving van de Raad van State zich tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

*

* *

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Rechtsgrond

1. Het onderzochte ontwerpbesluit is gedeeltelijk gebaseerd op de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen, en ook op de artikelen 67 en 84 van het Wetboek van vennootschappen, die respectievelijk gewijzigd zijn bij de artikelen 64 en 66 van de voornoemde wet.

De wet van 16 januari 2003 is evenwel nog niet van kracht. Artikel 87 van de wet schrijft voor :

"De Koning bepaalt uitgezonderd dit artikel dat onmiddellijk in werking treedt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, voor elk artikel van deze wet de datum waarop het in werking treedt."

Op een vraag die aan de gemachtigde ambtenaar is gesteld omtrent de inwerkingtreding van die wet, heeft deze het volgende verklaard :

"De Regering heeft een KB tot bepaling van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister en tot oprichting van erkende ondernemingsloketten voorbereid. Dit KB wordt op 14.02.03 aan de Ministerraad voorgelegd en zal nadien voor advies binnen de drie dagen aan de Raad van State worden voorgelegd. Dit KB zal in werking treden de dag van bekendmaking in het Belgisch Staatsblad en ten laatste op 1 maart 2003."

De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat de vaststelling van de inwerkingtreding van de wet van 16 januari 2003 een weerslag heeft op de goedkeuring van het onderzochte ontwerpbesluit. Het ontwerp kan immers pas op zijn vroegst worden aangenomen op het tijdstip waarop de bepalingen van de voornoemde wet die de rechtsgrond van het ontwerpbesluit vormen, in werking treden.

Voorts moet de steller van het ontwerp in de aanhef van het ontwerpbesluit duidelijk alle overige bepalingen aangeven die benevens de artikelen 64 en 66 van de voornoemde wet van 16 januari 2003 de rechtsgrond van het besluit kunnen vormen.

.../...

2. Een aantal bepalingen van het ontwerp zijn hoe dan ook voorbarig.

2.1. Het ontworpen artikel 9, § 1 (artikel 4 van het ontwerpbesluit), voorziet in het geval dat een rechtspersoon nog niet ingeschreven is ("immatriculée" in de Franse lezing van het ontwerp ¹⁾) in de Kruispuntbank van Ondernemingen en voor de eerste maal een akte, een uittreksel van een akte, een proces-verbaal of een stuk indient om te worden gevoegd in het dossier dat wordt bijgehouden ter griffie van de rechtbank van koophandel (waarvan sprake is in het ontworpen artikel 2). In dat geval bepaalt het ontworpen artikel 9, § 1 :

- welke gegevens moeten worden vermeld bij de inschrijving;
- dat de instrumenterende notaris of, indien er geen is, de griffie van de rechtbank van koophandel de rechtspersoon moet inschrijven in het rechtspersonenregister van de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Voorts bepaalt het ontworpen artikel 9, § 3, dat de laatstgenoemden de wijzigingen in de opgetekende gegevens moeten inschrijven.

Uit het oogpunt van die aspecten moet het ontworpen artikel 9 onderzocht worden in het licht van artikel 7 van de wet van 16 januari 2003. Dat artikel schrijft voor :

"Na advies van de in artikel 26 bedoelde coördinatiecommissie, wijst de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de overheden, administraties en diensten aan die, betreffende de categorieën van ondernemingen die Hij aanduidt en volgens de functionele verdeling die Hij vastlegt, belast zijn met de eenmalige inzameling en het actualiseren van de gegevens bedoeld in artikel 6." ²⁾.

⁽¹⁾ In de Franse lezing van de voornoemde wet van 16 januari 2003 wordt de term "inscription" gebruikt, die derhalve moet worden gebezigd in het onderzochte ontwerp.

⁽²⁾ De gegevens waarvan sprake is in artikel 6 zijn die welke moeten worden vermeld bij de inschrijving van een onderneming in de Kruispuntbank van Ondernemingen. Op te merken valt dat de gegevens opgesomd in het ontworpen artikel 9, § 1, die vermeld moeten worden bij de inschrijving, slechts gedeeltelijk samenvallen met die waarvan sprake is in artikel 6 van de wet van 16 januari 2003. In het ontwerp worden met name niet vernoemd : "de rechtstoestand" van de onderneming (artikel 6, § 1, 4°), "de door de onderneming uitgeoefende economische activiteiten" (artikel 6, § 1, 7°) en "de aanduiding van de toelatingen en vergunningen waarover de onderneming beschikt of de hoedanigheden waaronder deze gekend is bij de verschillende overheden, administraties en diensten" (artikel 6, § 1, 9°).

Uit die bepaling volgt dat de Koning in globo en met inachtneming van de voorgeschreven voorafgaande vormvereisten moet bepalen welke gegevens worden verzameld en bijgehouden, door wie zulks wordt gedaan en voor welke categorieën van ondernemingen.

Er bestaat evenwel nog geen ontwerp van koninklijk besluit in die zin, te meer daar de coördinatiecommissie zelf nog niet is geïnstalleerd.

Het ontworpen artikel 9 is derhalve voorbarig in zoverre het regels bevat die vooruitlopen op wat vooraf moet worden bepaald bij het koninklijk besluit waarvan sprake is in artikel 7 van de wet van 16 januari 2003. Die regels moeten dan ook uit het ontwerpbesluit worden weggelaten.

Een soortgelijke opmerking moet worden gemaakt in verband met de artikelen 5 en 19 van het ontwerpbesluit.

2.2. Het ontworpen artikel 9, § 2, bepaalt dat de rechtspersoon verplicht is binnen een maand nadat zich in zijn situatie een wijziging heeft voorgedaan, te verzoeken om een wijziging van zijn inschrijving indien één van de vermeldingen van de inschrijving niet meer overeenstemt met de werkelijke situatie.

De vraag rijst of die verplichting en de wijze waarop ze wordt uitgevoerd, vooruitlopen op de uitvoering van artikel 9 van de wet van 16 januari 2003, waarbij de Koning gemachtigd wordt om bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de nadere regels voor en de aard van de inschrijvingen en de wijzigingen vast te stellen die rechtstreeks op een elektronisch beveiligde wijze door de ondernemingen mogen worden meegedeeld aan de Kruispuntbank van Ondernemingen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs Y. KREINS,
de Heren

président de chambre,
kamervoorzitter,

Mesdames J. JAUMOTTE,
Mevrouwen M. BAGUET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

Le rapport a été rédigé par M. J. REGNIER,
premier auditeur chef de section.

Het verslag werd opgesteld door de
H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd.

La note du Bureau de coordination a été pré-
sentée par M. P. BROUWERS, référendaire.

De nota van het Coördinatiebureau werd
uitgebracht door de H. P. BROUWERS, referen-
daris.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de
M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS